

# LA JUSTICE

Bureaux et ateliers, 457-459 rue Sussex.

"DIEU ET MON DROIT."

Téléphone: Rideau 758

2IÈME ANNÉE. No. 48.

JOURNAL HEBDOMADAIRE.—ABONNEMENT, \$1.00. (Strictement payable d'avance.)

OTTAWA, 24 AVRIL 1914

## Quelle sera la réponse ?

TORONTO CONTINUE DE FAIRE la sourde oreille. Et quand nous disons Toronto, nous voulons parler du ramassis de fanatiques qui président à nos destinées provinciales. En vain M. le sénateur Hellebrant s'adresse-t-il au procureur général, M. J.-J. Foy, pour avoir le droit de poursuivre le gouvernement Whitney en réclamations des octrois scolaires. M. Foy ne daigne pas même répondre. Et, cependant, il va bien falloir qu'un jour ou l'autre cet Irlandais gâté soit de son mutisme. Autrement, ceux qui sont chargés des revendications scolaires devront passer par-dessus la tête de tous les Foy du monde pour en arriver à obtenir justice. Et le parlement fédéral sera, à son tour, appelé à nous entendre, ou encore, le Conseil Privé.

Il faut que le baillon orangiste tombe ou que l'on s'arrange de façon à se passer de la voix de Toronto. Quelques-uns prétendent, toutefois, que M. Foy attend d'être débarrassé des dangers de la session pour donner signe de vie. Cette opinion nous paraît cependant fort optimiste, et le long silence du gouvernement ontarien ne nous fait pas pressentir que très peu de chose de bon. La crainte des Orangistes est si répandue dans le cabinet que l'on va plutôt essayer de pousser la patience franco-canadienne jusqu'en ses dernières limites avant de se décider à faire quelque mouvement. Le Procureur Général a sans aucun doute reçu la consigne de faire le mort et, en Irlandais élastique et obéissant, M. Foy se plie à toutes les exigences de ses maîtres en fanatisme.

On comprend, par ailleurs, que le gouvernement n'ait pas pressé de venir porter la honte de ses actions (en ce qui concerne la persécution scolaire) devant les tribunaux. En politiciens apeurés et avides de pouvoir, nos dirigeants craignent la lumière et les désaveux de la justice. Après s'être montrés arrogants, ils se cachent et se taisent. Après avoir vociféré la clause 17, ces pantins de la politique se retranchent derrière un complet silence—*voix faibleses hautes*: leur voix a arrêté dans leur gosier! Ils ne répondent plus aux lettres qu'on leur adresse. Cependant l'idée d'un recours judiciaire fait son chemin. Et si les débuts d'une telle tactique peuvent nous sembler peu rapides, nous ne désespérons pas de voir la question bilingue se régler définitivement par cet unique moyen. Ce sera encore la voie la plus prompte et la plus sûre.

Et ceux qui se font tant tirer l'oreille—bien qu'elles soient cependant démesurées longues—pour accorder aux champions du bilinguisme accès aux tribunaux, savent bien ce qu'ils gagnent à ne pas répondre. Et, en effet, aussi longtemps que notre sort est entre leurs doigts souples de politiciens et d'arrivistes, ces amis de la cote ne se font pas trop de soucis. Mais ce qu'ils appréhendent, c'est que nous leur échappions; ce qui les rend sourds et muets, c'est la perspective de voir notre cause triompher.

D'autres efforts vont toutefois être instamment tentés pour enlever la muselière à ces prosélytes du "Parisian French". Et si embarrassante que puisse être pour eux la réponse à donner, il faut que rien ne soit négligé pour qu'ils la transmettent à qui de droit. Si Toronto accorde un procès, tant mieux. Et si la peur de nous rendre justice paralyse le Procureur général et ceux qui le font agir, tant pis pour eux!

Des législateurs plus haut placés se chargeront d'écouter nos plaintes et de nous sortir des griffes de Toronto.

MAURICE MORISSET.

## Paroles d'évêque

LA SUITE D'UNE CONFÉRENCE du R. P. Van Oost, faite mardi soir à Montréal, Mgr Langevin, appuyant sa forte parole sur l'exemple patriotique des Mongols, a rappelé l'amour que l'on doit avoir pour la patrie canadienne et a fait vibrer la corde de la fierté nationale.

Le D<sup>ro</sup>it donne le brillant résumé qui suit du discours de Mgr Langevin: "Ce sera bref, dit-il, mais j'ai quelque chose à vous dire. Je tiens d'abord à remercier le vénérable missionnaire qui nous a si vivement intéressés et dont la parole chaude et pittoresque a évoqué dans nos coeurs de si profondes émotions. Il nous a montré une fois de plus par les faits, par de multiples leçons de choses, ce que le christianisme a fait pour le relèvement de l'humanité. Vous, particulièrement, mesdames, en songeant à la misérable condition de la femme païenne, sentirez tout ce que vous devez de reconnaissance au Christ qui vous a apporté la liberté et le respect.

Mais il y avait autre chose dans la conférence du R. P. Van Oost et en l'écouter chanter le patriotisme des Mongols, on l'entendait rappeler l'amour que le Mongol, si misérable, porte à son pays si triste, je songeais que nous pourrions prendre de ce malheureux des leçons de patriotisme. Eh! quoi, nous possédons l'un des plus beaux pays du monde, des traditions glorieuses, nous appartenons à une race grande entre toutes, nous vivons à l'ombre d'un drapeau qui ne protège que les gens qui se tiennent debout (les acclamations couvrent la voix de l'orateur) et trop souvent nous ne savons pas avoir la fierté de tout cela, ni la conscience de notre propre dignité. Sachons donc prendre des leçons de virilité nationale pour assurer partout le respect de notre droit et la reconquête de nos libertés! (Acclamations.)

Et parfois, continue l'orateur dont la voix se nuance de tristesse, au spectacle de nos droits violés, de cette question scolaire, qui me tient si vivement au coeur, non réglée, j'ai été tenté d'épingler au drapeau britannique un crêpe. Nous avons perdu du terrain depuis vingt ans, nous avons reculé et il importe, pour notre honneur et pour notre salut, que nous réagissions énergiquement.

A cette oeuvre de réaction, à cet éveil de la conscience nationale, le D<sup>ro</sup>it et son directeur ont largement contribué et je suis heureux de voir—patriote, citoyen et archevêque—de leur en rendre le témoignage (Longues acclamations). Ils ont dénoncé la corruption, flétri l'avachissement et secoué le patriotisme endormi. Je connais les Anglais, je sais qu'ils ont le respect des gens qui savent se tenir debout. M. Bourassa a parlé d'homme à homme, les yeux dans les yeux; il a su leur dire leurs vérités et réclamer justice. Personne n'a plus fait pour inspirer aux Anglais le respect des Canadiens-français (Acclamations). Personne n'a plus fait non plus pour réveiller les énergies françaises. (Longues acclamations). Et nous avions grandement besoin de cette leçon de fierté et de patriotisme; car c'est dans notre effort à tous que se régleront les multiples questions qui se posent devant nous. La semence de fierté qu'il a jetée dans les générations nouvelles lève en moissons dorées, et nous l'accueillons avec joie.

Nous comprenons que cette prédication d'énergie et de liberté ne plaise point à ceux qui n'ont pas les mains libres, à ceux dont les lèvres sont cousues, comme la femme chinoise dont parlait tout à l'heure le P. Van Oost; mais nous ne sommes pas de ceux-là. (Applaudissements.)

Et M. Bourassa, continue l'orateur, a su reconnaître et proclamer—et ici encore je parle comme archevêque, et comme citoyen—le rôle joué par le clergé dans l'histoire de notre pays, la dette de reconnaissance que nous lui devons. (Applaudissements). Le clergé a toujours été l'ami du peuple et nous sommes heureux qu'il y ait entre nous, prêtres et laïques, d'infranchissables liens. Pour avoir consacré à Dieu notre effort, nous n'avons renoncé à aucune des nobles aspirations, à aucun des fiers amours de notre race. (Acclamations). Saint François de Sales disait qu'il n'y a que la croix de son coeur qui vibrait point d'amour pour Dieu, il la voudrait arracher. Permettez-moi de dire également que si les battements de mon coeur ne s'accordaient au plus haut idéal de mon pays, si une fibre de mon coeur ne vibrât d'amour pour les glorieuses traditions de notre race, pour le passé, pour l'avenir de mon pays, je la voudrais arracher et jeter au vent...

Voilà des paroles qui seront saluées par d'autres applaudissements encore que ceux qui ont fait frémir les voûtes du Monument National de la métropole.

## Les fumeuses

TOUT LE LANDERNEAU de la "society" outaouaise s'est ému des affirmations de M. W.-L. Scott, relativement à l'habitude qu'auraient ces dames de fumer copieusement la cigarette. On a même été jusqu'à créer à la maison et au manque de courtoisie de la part d'un représentant du sexe masculin. Et plusieurs personnes laissent dans nos foyers *Saint-Germain-Archie* ont communiqué à la presse leur mécontentement, voire même leur indignation. "Comment à-ton pu oser livrer ainsi en pâture aux antipathiques, ces petits secrets du boudoir et de l'alcôve! C'est vraiment malheureux que l'on ait aussi brutalement noyé notre chère réputation!... Voilà ce que les fumeuses ont entendu, ou à peu près.

Quelques-uns cependant ont avoué franchement que le plaisir de griller des cendres de tabac n'était pas inconnu dans les meilleurs salons, et que les Caran de toute sorte ne se privaient pas trop de ce côté. Sans doute l'on n'en est pas encore généralement rendu à la parhousie ou au *lascivisme*, et encore moins l'opinion, mais on ne se fait pas scrupule d'aspirer les âcres fumées des cigarettes à la mode. "Il faut vivre sa vie", déclarent les passionnées de la cigarette. Et l'on prétend par ailleurs qu'il n'y a rien qui prédispose mieux les filles d'Ève à casser du sucre sur le dos du prochain, que l'atmosphère grise d'un salon où elles font les frais de la fumée. On peut alors facilement s'expliquer la presque popularité de cette misérable habitude!

Naturellement, M. Scott n'a pas osé parler des "collatérales" de la cigarette chez les fumeuses, et il n'a rien dit du "petit cocktail" qui accompagne assez souvent la minime boîte à cigarettes. Il ne s'agit pas d'ailleurs de faire une enquête là-dessus... Et nous n'en commencerons pas une, nous non plus...

Entre autres commentaires sur cet intéressant chapitre du tabac, le *Herald* de Montréal dit fort judicieusement ce qui suit: "Nous hésitons à croire que la majorité des femmes de la société d'Ottawa fument des cigarettes", et cette habitude soit également en honneur parmi les femmes de la société montréalaise. C'est cependant là le témoignage rendu devant un comité parlementaire, au cours de dépositions relatives à l'usage de la cigarette chez les enfants—et ce témoignage était fourni par quelqu'un de bien qualifié pour faire des observations, c'est-à-dire par M. W.-L. Scott. M. Scott est un avocat bien connu, qui a ses entrées dans les cercles sociaux. Si la déclaration est vraie, elle comporte, pour le moins, de sérieux motifs de regret. Les femmes ont tout à perdre et rien à gagner de l'habitude de la cigarette. L'usage de la cigarette est préjudiciable à la vue—et beaucoup plus que la pipe ou le cigare. La cigarette ruine le teint. Et, d'une façon indéfinissable, cet usage fait pressentir une certaine légèreté d'esprit et un relâchement de la fibre morale. Un homme ne pourra jamais avoir le même respect pour une femme adonnée à la cigarette, que pour une qui n'a jamais fumé. C'est un fait bien connu qu'il existe ici des femmes qui fument. Mais il faut espérer que, même chez celles-là, l'habitude ne doit être considérée que comme un engouement passager, qui sera plutôt condamné qu'admire par les autres femmes."

Quelques rares journaux ont pris la défense des fumeuses—le *Journal* d'Ottawa, par exemple. Mais ce confrère a l'habitude de défendre tant de mauvaises causes que personne n'a été surpris de le voir commettre une bévue de plus.

C'est sans doute parce que celles qui fument sont en énorme majorité des Anglaises, que le *Journal* trouve qu'elles peuvent en agir à leur guise, et qu'il n'y a pas plus de mal pour ces hautes gentlemen de se jurer les doigts en fumant, que "de manger du pain et du beurre", suivant l'expression du *Journal*.

Faisons des vœux pour que nos belles et fortes Canadiennes-françaises n'aillent pas tenir l'éclat de leurs yeux doux, en se faisant les esclaves d'une habitude fumeuse et de mauvais goût.

DU BUISSON.

## Une appréciation

VOICI CE QUE PENSE le Canada de Montréal de l'assemblée consacrée tenue à Ottawa, jeudi soir dernier: "Les consciences canadiennes-françaises d'Ottawa ont tenu à faire une démonstration. Un club nouvellement organisé parmi eux s'en est chargé et une assemblée a été convoquée par lui, qui a eu lieu au Monument National, Ottawa, jeudi, le 16 avril.

Nous lisons dans le compte rendu du "Droit" d'Ottawa, qu'évidemment, n'est pas hostile au gouvernement Borden, l'appréciation suivante de cette assemblée: "Le club Conservateur canadien-français d'Ottawa est fier du succès qu'il a remporté hier soir au Monument National et il a certainement raison. L'assistance nombreuse et enthousiaste, les discours brillants qui ont été prononcés, les idées qui ont été jetées dans l'auditoire ne peuvent manquer de mettre en relief cette jeune organisation."

"Malheureusement, la suite du compte rendu cause une déception. Sur trois ministres canadiens-français, deux seulement étaient présents et le principal, M. Pelletier, était absent.

Et les deux ministres présents, MM. Nantel et Coderre, qui ont prononcé des discours, ont dû s'appuyer surtout à excuser le gouvernement Borden et à louer le gouvernement Whitney.

M. Nantel a la réputation d'être naïf. Il s'est tenu à la hauteur de cette réputation.

Parlant de la situation qui est faite aux écoles bilingues par le gouvernement provincial d'Ontario, il a dit qu'il excuserait sir James Whitney, en affirmant qu'il n'y a là qu'un simple malentendu, lequel cessera—un jour ou l'autre. Il conseille de continuer la résistance avec énergie et sagacité, mais, de ne pas être agressifs!

Il a fait état, pour le gouvernement Borden, de certaines nominations de Canadiens-français dans le service civil, sans s'arrêter, bien entendu, à les comparer aux destitutions.

"Mais voici la partie de son discours, dont nous empruntons le texte au "Droit": "Parlant du peu d'encouragement que les Canadiens-français donnent au gouvernement conservateur, l'orateur ajoute: "L'INFLUENCE FRANÇAISE A DIMINUÉ et il n'y a pas à se surprendre de cela. Au conseil des ministres, nous sommes dix-sept et seulement trois Canadiens-français. Il n'est donc pas étonnant que nous ne fassions pas tout ce que nous voudrions faire. LE GOUVERNEMENT ACTUEL EST POUR AINSI DIRE CELUI DE L'ONTARIO, il n'a pas de majorité dans Québec et cependant il nous donne justice. Pourquoi? parce que M. Borden est un homme juste. J'espère que tous les Canadiens-français s'en souviendront aux prochaines élections."

"L'influence française a diminué". Cet aveu, qu'on a dû trouver désastreux chez les organes conservateurs de langue française, n'est que la répétition de ce que nous avons écrit depuis octobre 1911. Elle a diminué, certes, parce que "le gouvernement actuel est pour ainsi dire celui de l'Ontario". C'est la voix de l'Ontario qui commande. M. Borden est un homme juste; mais, voyez-vous, nous ne sommes que trois—et quels trois!—tandis que les autres sont quatorze!

"Et, par-dessus le marché, il faut remarquer que les trois, c'est M. L. P. Pelletier, M. Bruno Nantel et M. Coderre. On ne peut raisonnablement s'attendre à ce que ces trois fantômes aient quelque influence contre la "voix d'Ontario". Ce n'est pas tout à fait ce qu'a dit M. Nantel, mais c'est évidemment ce qu'il a donné à entendre.

"Du terme discours de M. Coderre, qui a suivi, rien n'est ressorti pour relever les esprits affaiblis sous la douche d'eau froide versée par M. Nantel.

"Et si l'assemblée s'est séparée satisfaite de l'exercice du patronage par M. Borden et ses collègues, dont chacun des assistants avait sans doute raison de se louer, il n'en est pas moins resté, au fond de l'âme des membres du club et de leurs amis, cette fâcheuse constatation que "l'influence française a diminué" et que "le gouvernement actuel est pour ainsi dire celui de l'Ontario."

"Pour notre part, nous devons remercier M. Bruno Nantel d'avoir fait entendre ces vérités en des lieux où nous n'aurions jamais pu les faire parvenir."

## Un dernier appel

DEMAIN EST LE JOUR de l'action. C'est dire que le moment est venu pour tous les contribuables des quartiers Saint-Georges et Dalhousie de se rendre aux urnes. Un devoir sacré s'impose aux citoyens catholiques et français. Il faut que chacun sente ses responsabilités de citoyen, et que tous ceux et celles qui tiennent au triomphe de la cause catholique et française sachent accomplir ce que l'on est en droit d'attendre de consciences droites et d'âmes généreuses. Il importe que personne ne se dérobe aux obligations de l'heure présente. L'instant est solennel et décisif. Le verdict de demain sera-t-il une affirmation de notre force ou un déplorable aveu de nos désunions et de notre débilité?

La réponse est toute entière laissée à ceux et à celles qui feront demain leur devoir.

Nous avons déjà rappelé ici même que les intérêts catholiques, en même temps que les intérêts français, et les deux sont commandés par un vote en faveur du docteur Anthony Freeland et de Michael Cain. Nous ne tenons pas à revenir aujourd'hui sur ce qui a été démontré durant tout le cours de la campagne scolaire. Et si l'enthousiasme des assemblées peut être un garant de victoire, nous n'hésitons pas à dire que les réunions de Saint-Jean-Baptiste et du Monument National ont semblé démontrer à l'évidence que les électeurs ont réalisé toute l'importance du suffrage qu'ils sont appelés à enregistrer demain.

On espère également beaucoup de l'assemblée de ce soir à Saint-François d'Assise.

Cependant rien n'est plus problématique qu'un résultat électoral, et les plus encourageants aspects ne recouvrent souvent que de déconcertants échecs. Il faut toujours en revenir à la vieille comparaison de la course de chevaux, quand on parle des probabilités de la moindre des élections. C'est pourquoi nous croyons de notre devoir de faire un dernier et vibrant appel à tous les votants et votantes des quartiers qui ont le droit de se rendre à des plus chaudes batailles qu'on ait vues. Jamais on ne sera trop sûr et rien ne doit être laissé au hasard. Aussi, il est d'extrême importance que l'on vote de bonne heure, en outre de bien voter. Et il faut par-dessus tout qu'il n'y ait PAS D'EXCEPTION.

A notre appel, si tous les amis se DONNENT LA PEINE de se rendre aux bureaux de vote, le résultat n'offre aucun doute. C'est la victoire, et dans Dalhousie et dans Saint-Georges. Le triomphe est à ce prix. Et il faut avouer que ce n'est pas à exiger beaucoup de ce demandeur à des hommes de conviction et à des femmes intelligentes et patriotes de faire à si bon marché leur devoir.

Nous n'avons pas besoin de dire que les adversaires du docteur Freeland et de M. Cain—en même temps que les antagonistes de la cause scolaire—sont préparés pour demain. Tout ce que le fanatisme et la rage d'un procès perdu peuvent faire germer dans des cerveaux ordinairement violents et peu honnêtes va être mis à contribution. Tous les moyens seront employés pour battre les d... "Frenchmen". On n'ira pas de main morte pour tenter de voler une seconde fois l'élection dans Saint-Georges. Il faut donc que chacun ait l'œil au guet, et que personne ne fléchisse.

Le bruit a couru aujourd'hui que les étudiants irlandais de l'Université avaient l'intention de venir se mêler à ce qui ne les regarde pas. Si nous avons un conseil à donner à ces moineaux tapageurs, c'est celui de rester plus tranquilles que jamais. Autrement ils s'exposeraient à sortir encore plus verts de la mêlée qu'ils n'ont pu y entrer. Enfin! ces petits redomtons commencent à devenir passablement ennuyeux, et parce qu'ils n'ont pas été dérangés récemment dans leur sortie fanfaronne, il ne faudrait pas qu'ils s'imaginent qu'on aura toujours pitié d'eux! Leurs supérieurs doivent d'ailleurs être là pour les tenir en bride.

Petits Pats, restez chez vous!  
Electeurs, soyez présents!  
JEAN-PAUL.

## La guerre au Mexique

VOILÀ DONC LA REPUBLIQUE voisine partie en guerre. La prise de Vera Cruz a marqué le début d'une page historique qui promet d'être sanglante. En effet, l'attitude patriotique du chef constitutionnel Carranza vient d'apprendre aux Etats-Unis que les Mexicains sont loin d'être enthousiasmés de l'intervention américaine. La note diplomatique du leader des rebelles est arrivée comme une bombe à Washington. En déclarant au président Wilson que l'occupation de Vera Cruz constituait une violation de la souveraineté nationale mexicaine, le général Carranza a jeté la surprise dans le camp yankee. On ne s'attendait qu'à de la sympathie ou, du moins, à la neutralité de ce côté. C'est pourquoi le cabinet américain n'a pu cacher son étonnement, voire même son embarras, de cette intervention imprévue.

Et que font dans tout ceci les utopistes de la paix universelle? A quoi servent les millions de Carnegie? A démontrer une fois de plus que les grandes théories pacifistes sont une des plus dispendieuses et des plus folles conceptions de quelques esprits modernes. Cette faillite des ligues de la paix à outrance nous remet en mémoire cette page du fier volume de F. Daele, *La Race*, où il dit:

"Sans doute la guerre est odieuse, exécrable, le reste dernier de la barbarie. Mais qui donc aura la puissance de la faire cesser? Toutes les Conférences, tous les congrès dans ce but n'ont abouti qu'à de pitoyables échecs. Tout le monde désire la paix, et s'entend. Mais, dès que les intérêts sont en jeu, bien vite on oublie les rêves humanitaires, et cette paix que tout le monde souhaite, personne ne fait d'effort pour l'atteindre. Cela reste à l'état d'utopie, de projet très vague, très lointain."

C'est ce qui fait que personne n'a été surpris outre mesure de voir l'"American Peace and Arbitration League" envoyer une lettre au président Wilson où il est écrit: "Notre Ligue est une ardente organisation de paix, mais non de la "paix à n'importe quel prix". Voilà en deux lignes tout l'aboutissement de l'internationalisme! On prêché la paix quand les autres se battent pour satisfaire leurs ambitions, et cette paix que tout le monde souhaite, c'est une autre paire de manches, comme on dit dans les Académies.

Il est encore trop à bonne heure pour essayer de se prononcer sans réplique sur le degré de justice que comporte la présente guerre. Et d'ailleurs les jugements portés en ces matières ne dérangent pas grand-chose pour le présent. Depuis l'affaire du "Main", chacun sait à quoi s'en tenir sur la bonne foi de l'Onclé Sam. Aujourd'hui, c'est une histoire de drapeau, qu'on n'a pas voulu saluer suivant la rubrique, qui devient *casus belli*.

On ne pourra qu'admirer le geste courageux de l'adversaire de Huerta. Mettant la fierté nationale au-dessus de tout, le général Carranza est assez bon patriote pour rappeler à l'envahisseur que le sol mexicain appartient aux Mexicains, et non aux "Blue Jackets".

LUDOVIC.

## Le bill Lespérance

COMME TOUT LE MONDE l'avait prévu—y compris M. David-Ovide Lespérance lui-même—le fameux bill demandant le rappel de loi voté en 1911, il y eut un peu de bruit, un peu trop même pour l'importance du nouveau-né. Cependant, le papa du bill faisait tant de serments sur la vitalité de sa progéniture que quelques parents politiques ont fait mine de le prendre au sérieux. Nous n'en voulons pas plus à M. David-Ovide Lespérance qu'à un petit moribond qu'il s'est, un beau matin, avisé de présenter à la Chambre. Toutefois le double jeu nous a toujours réjoui et nous ne l'admirons pas plus chez le député de Montagny que dans le gouvernement Whitney, ou parmi l'opposition Rowell.

Il faut donc espérer que les électeurs de M. Lespérance ne se laisseront pas endormir par les petits dans de diplomatie de leur versatile représentant.

## "Free lunches"

Sous cette rubrique, la *Tribune* de Woonsocket écrit ce qui suit: Le sénateur Bennett, de Woonsocket, a présenté hier un projet de loi pour interdire les "free lunches". Tout le monde sait, au moins par ouï dire, ce qu'est un "free lunch". Deux ou trois plats contenant de vagues biscuits ou de nos moins vagues morceaux de fromage, de morue ou de hareng, tout ce qui en un mot peut provoquer une soif des plus ardues, sont mis à la disposition des clients dans tous les endroits où l'on vend de la bière et du whiskey. Tout le monde y va avec une fraternité touchante. La même fourchette est utilisée et la même serviette essuie toutes les mains et passe sur toutes les bouches. Des microbes et de la contagion personnelle n'a cure! Point d'impudence! A quel bon du reste! L'alcool qui tue si sûrement les grosses bêtes ne détruira-t-il pas encore plus facilement les toutes petites!

Cependant, le sénateur Bennett n'est pas de cet avis. S'appuyant sur la loi qui régit la vente des produits alimentaires, il veut prohiber le "free lunch", cette providence de celui qui, comme le Juif errant, n'ayant que cinq sous de bière et manger quelque chose...

N. R.—Nous croyons, pour notre part, que le sénateur a parfaitement raison.

## "Redde Caesar"

La *Patrie* de Montréal ne dédaigne pas trop de publier une partie de notre article intitulé "Quelques chiffres". Cependant, elle oublie la petite formalité de dire à ses lecteurs que ces statistiques ont été prises dans la "Justice". Nous n'en voulons pas outre mesure à la *Patrie* de ne pas nous donner crédit de ce que nous pouvons écrire, mais il n'y a toujours pas de mal à signaler ces petits "oublies".

Nous comprenons qu'un grand journal comme la *Patrie*, absorbé par la très importante question de faire de la réclame à Lucien Boyer, n'ait pas toujours la précaution ni le temps de dire d'où viennent les articles qu'il fait siens. Et puis, d'ailleurs, ces petits hebdomadaires!

## Nouveau livre

Sous le titre "Nouveaux Essais sur la littérature canadienne", M. l'abbé Camille Roy, le critique littéraire si avantageusement connu, vient de publier une autre série d'études sur quelques oeuvres du terroir. On dit beaucoup de bien du livre de M. l'abbé Roy. Nous en reparlerons.

## Les Américains dans l'Ouest

Saskatoon, 15.—Cette ville est actuellement le témoin d'une affluence phénoménale de colons; les arrivants, pour la plupart des fermiers à l'aise des Etats-Unis, passent continuellement à travers la ville, en route pour les différents centres de la province. Le capital apporté par ces colons général.

Ces gens qui ont vendu leurs propriétés ont ils ont l'intention américaine n'est pas sans avoir un bon effet sur le commerce et formes avant de quitter leur pays, s'établissent sur de plus grandes terres, à donner à la culture mixte. Plusieurs ont amené du bétail de race avec eux.

## Condolances

Lors de sa dernière assemblée, le "Ralliement" d'Ottawa a adopté unanimement la motion de condoléances suivantes, proposée par M. H. P. Arsenault et secondée par M. R. Maltais:

"Que le "Ralliement" d'Ottawa a appris avec un profond chagrin la mort de Madame Louis Girard, mère de M. Rodolphe Girard, président de l'Institut Canadien-Français d'Ottawa, et que les condoléances du "Ralliement" soient transmises à la famille éplorée."  
RENE SEGUIN,  
Secrétaire du "Ralliement."

## Fausse rumeur

Une dépêche d'Ottawa au *Droit* de Montréal annonçait mardi soir que "le bruit circulait dans certains cercles politiques que "le Temps" passerait prochainement aux mains des conservateurs."  
"Vous pouvez affirmer, nous a déclaré M. le sénateur N.-A. Belcourt, que la dépêche transmise au *Droit* n'a absolument rien de fondé."